

Sept ans après leur adoption à l'ONU, la France est en voie d'atteindre deux-tiers des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 selon le nouveau rapport du SDSN

Paris, le 05 décembre 2022. Aujourd'hui, la 4^{ème} édition du Rapport sur le développement durable en Europe a été publiée. Elle contient l'indice et les tableaux de bord des ODD qui suivent les progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Union européenne (UE), de ses États membres et des pays partenaires. Le rapport montre qu'à mi-parcours, sept ans après leur adoption par la communauté internationale, l'UE et la France sont en voie d'atteindre deux tiers des cibles à l'horizon 2030 si la tendance depuis 2015 se poursuit. Cela laisse un tiers des cibles pour lesquels les progrès sont insuffisants ou vont dans la mauvaise direction, notamment ceux liés à la consommation responsable, au climat et à la biodiversité (ODD2 ; 12-15). Par le biais d'une consommation et d'un commerce non durables, l'UE génère d'importantes retombées négatives sur le reste du monde.

Citer le rapport :

Lafortune, G., Fuller, G., Bermont-Diaz, L., Kloke-Lesch, A., Koundouri, P., Riccaboni, A. (2022). *Achieving the SDGs: Europe's Compass in a Multipolar World*. Europe Sustainable Development Report 2022. SDSN and SDSN Europe. France: Paris.

Le rapport est téléchargeable gratuitement ici :

Site web: <https://sdgindex.org/EU>

Visualisation interactive des données : <https://eu-dashboards.sdgindex.org/>

Les crises multiples ont freiné les progrès vers le développement durable en Europe et dans le reste du monde

Les crises multiples – sanitaire, climatique, géopolitique, économique - ont freiné les progrès de l'UE et la convergence entre pays membres de l'Union sur la période 2020-2022 par rapport à la période 2015-2019. Au cours des deux dernières années, les progrès ont stagné sur de nombreux indicateurs sociaux et sanitaires, notamment la pauvreté, l'espérance de vie et le chômage. L'inflation élevée et la crise énergétique affecteront probablement de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables dans les mois et les années à venir.

Par rapport au reste du monde, l'impact des crises multiples sur la performance ODD a été jusqu'à présent moindre au sein de l'UE par rapport au reste du monde - notamment en raison de systèmes de protection sociale plus performants et d'interventions fortes des gouvernements. Malgré tout, la guerre en Ukraine et la crise énergétique font peser des menaces importantes sur le plan humanitaire et du développement durable en Europe à court et moyen terme. Dans le reste du monde, l'atteinte des ODD à l'échelle mondiale est freinée par les graves contraintes de financement

auxquelles sont confrontés les pays en développement : contraintes qui ont été gravement aggravées par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et le changement climatique.

La France 11^{ème} sur 34 pays en Europe sur l'Indice ODD

La France se classe 11^{ème} sur 34 pays couverts dans l'Indice ODD pour l'Europe 2022 avec un score de 73/100 légèrement au-dessus de la moyenne de l'UE de 72 mais derrière l'Allemagne. Les pays nordiques (Finlande, Suède et Danemark) sont en tête du classement, mais même ces pays font face à des défis majeurs sur plusieurs ODD.

Au rythme actuel un tiers des cibles ODD ne seront pas atteintes par la France d'ici 2030. La France fait mieux que l'Allemagne en matière de lutte contre l'extrême pauvreté et la précarité – couverts notamment sous l'ODD 1 (Pas de Pauvreté) – et a réalisé des progrès importants sur l'ODD 5 (Egalité entre les sexes). Comme pour la plupart des pays de l'UE les ODD2 et 12-15 liés au climat, à la biodiversité, à la production, et à l'agriculture et la consommation durable restent plus problématiques, notamment en raison des impacts générés à l'étranger à travers la consommation domestique ("spillovers"). La France n'a toujours pas atteint la cible des 0.7% du revenu national brut dédié à l'aide publique au développement (APD), malgré une hausse notable de l'APD au cours du premier quinquennat Macron. La France fait également face à des défis persistants en matière d'égalité d'accès et de qualité aux services publics – couverts notamment sous les ODD 3 (Santé et bien-être), 4 (Education de qualité) et 16 (Institutions efficaces).

Les ODD fournissent à l'UE et à la France un outil majeur pour faire avancer ses objectifs stratégiques, sur le plan domestique et international

Dans un contexte de rivalités géopolitiques accrues et de multilatéralisme fragmenté, les ODD restent la seule vision globale et universelle de prospérité socio-économique et de durabilité environnementale adoptée par tous les États membres de l'ONU. L'incapacité à mettre en œuvre les principes fondamentaux des ODD que sont l'inclusion sociale, l'énergie propre, la consommation responsable et l'accès universel aux services publics entraînera davantage de crises. Dans un monde multipolaire, l'UE et la France devraient plus que jamais utiliser les ODD comme boussole en interne et dans son dialogue et sa coopération à l'échelle mondiale – y compris avec le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique.

Dans la lignée de l'accord obtenu à la COP 27 de Charm el-Cheikh/Egypte et du communiqué du G20 de Bali/Indonésie, il est urgent d'apporter une réponse aux enjeux autour du financement des ODD, en particulier dans les pays en voie de développement. Les ODD sont en grande partie un programme d'investissement dans le capital humain (santé, éducation, protection sociale) et les infrastructures physiques (énergie propre, technologies numériques). Ce n'est pas le moment de revoir à la baisse les ambitions en matière de solidarité internationale, y compris les objectifs en matière d'APD. Le coût des futurs conflits, crises humanitaires et déplacements de population dépasseront de loin les transferts financiers à effectuer maintenant pour faire avancer les ODD dans le monde.

Cinq recommandations pratiques pour un leadership fort de l'UE sur les ODD

En juillet 2023, l'UE présentera pour la première fois sa Revue volontaire à l'ONU ; un examen annuel préparé en général par une quarantaine de pays membres de l'ONU pour rendre compte de leur progrès et priorités pour la mise en œuvre des ODD. Au même moment, la France soumettra également sa deuxième Revue Nationale Volontaire à l'ONU (la première datant de 2016).

Quelques mois plus tard, en septembre 2023, les chefs d'État se réuniront sous les auspices de l'Assemblée générale de l'ONU à New York pour le deuxième sommet des ODD (le dernier remonte à 2019). Après le Sommet des ODD, il y aura un Sommet du Futur en septembre 2024 sur le thème « Des solutions multilatérales pour un avenir meilleur » qui vise à adopter un Pacte pour le Futur comprenant des réformes majeures des institutions multilatérales et du financement du développement durable. Le rapport de cette année formule cinq recommandations pratiques pour renforcer le leadership de l'UE en matière d'ODD au niveau national et international :

1. La Revue volontaire de l'UE 2023 qui sera présenté à l'ONU en juillet 2023 devrait couvrir trois éléments importants : (1) les priorités internes, (2) les retombées internationales (« spillovers ») et (3) les partenariats internationaux et la diplomatie pour les ODD.

2. Publier une déclaration politique conjointe des trois piliers de la gouvernance de l'UE - le Conseil européen, le Parlement européen et la Commission européenne - réaffirmant leur ferme engagement en faveur de l'Agenda 2030 dans le contexte de crises multiples, et en faveur d'un nouvel élan vers la réalisation des ODD dans un monde multipolaire.

3. Préparer une communication publiée par la Commission européenne expliquant comment l'UE vise à atteindre les ODD en Europe, y compris les objectifs, les délais et les feuilles de route.

4. Mettre en œuvre et renforcer les engagements pris lors du sommet du G20 à Bali/Indonésie et lors de la COP 27 à Charm el-Cheikh/Égypte, en appui à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies pour un « Stimulus ODD ». Ce stimulus doit accroître l'espace fiscal disponible dans les pays en voie de développement pour investir dans les ODD et l'UE doit soutenir l'adoption d'un mécanisme mondial pour partager équitablement et globalement le fardeau du financement de l'adaptation au changement climatique induite par l'homme et les coûts des pertes et dommages entre les pays responsables.

5. Mettre en place un nouveau mécanisme ou renouveler le mandat de la plateforme multipartite de l'UE pour un engagement structuré avec la société civile, les organisations de jeunesse, le monde des affaires, les syndicats et les scientifiques sur les politiques et le suivi des ODD.

Autres résultats :

- Par le biais d'une consommation et d'un commerce non durables, l'UE génère d'importantes **retombées négatives sur le reste du monde** (« spillovers »). La consommation de l'UE est associée à 1,2 million de personnes astreintes au travail forcé et à plus de 4 000 accidents mortels au travail chaque année. 40% des gaz à effet de serres causés par l'UE pour satisfaire sa consommation en biens et services sont émis à l'étranger. L'UE a adopté ou est en train d'adopter des politiques publiques et instruments pour répondre à ces enjeux.
- Dans une large mesure, les crises multiples et les réponses de l'UE ont clarifié la voie à suivre pour le développement durable en Europe : **accélérer la mise en œuvre du Pacte vert européen à travers le développement massif des énergies renouvelables et des réseaux électriques intégrés et numériques.** Les partenariats entre l'UE et les pays voisins, y compris dans les Balkans et l'Afrique du Nord, peuvent contribuer à faire avancer la transition énergétique dans l'UE. Le rapport propose une approche systémique sur la base de six

transformations ODD clés (l'une portant sur la décarbonisation du système énergétique) qui peut permettre l'UE d'avancer et de communiquer clairement sur la mise œuvre des ODD.

- L'édition spéciale de cette année comprend 10 contributions d'experts en développement durable et de praticiens, notamment du SDSN, de l'IDDRI, de l'IDOS, de l'OCDE, de l'IEEP, et du CESE de Bruxelles (entre autres), sur les moyens par lesquels l'UE peut renforcer son leadership en matière d'ODD au niveau national et international.

A propos de ce rapport

Cette 4e édition du Rapport sur le développement durable en Europe fait partie d'une série plus large de Rapports sur le développement durable (SDR). Depuis 2015, le SDR fournit les données les plus récentes pour suivre et classer les performances de l'Europe et de tous les États membres de l'ONU sur les ODD. La méthodologie a été évaluée dans des revues scientifiques à comité de lecture – dont *Nature Geoscience* et *Cambridge University Press* - et auditée statistiquement par la Commission européenne. L'édition européenne s'appuie sur plusieurs séries de consultations publiques et sur les contributions reçues de nombreux scientifiques et praticiens, notamment les membres du réseau SDSN - le plus grand réseau mondial de scientifiques et d'instituts de recherche dédiés aux ODD. Le rapport a été préparé par un groupe d'experts indépendants du SDSN et du SDSN Europe.

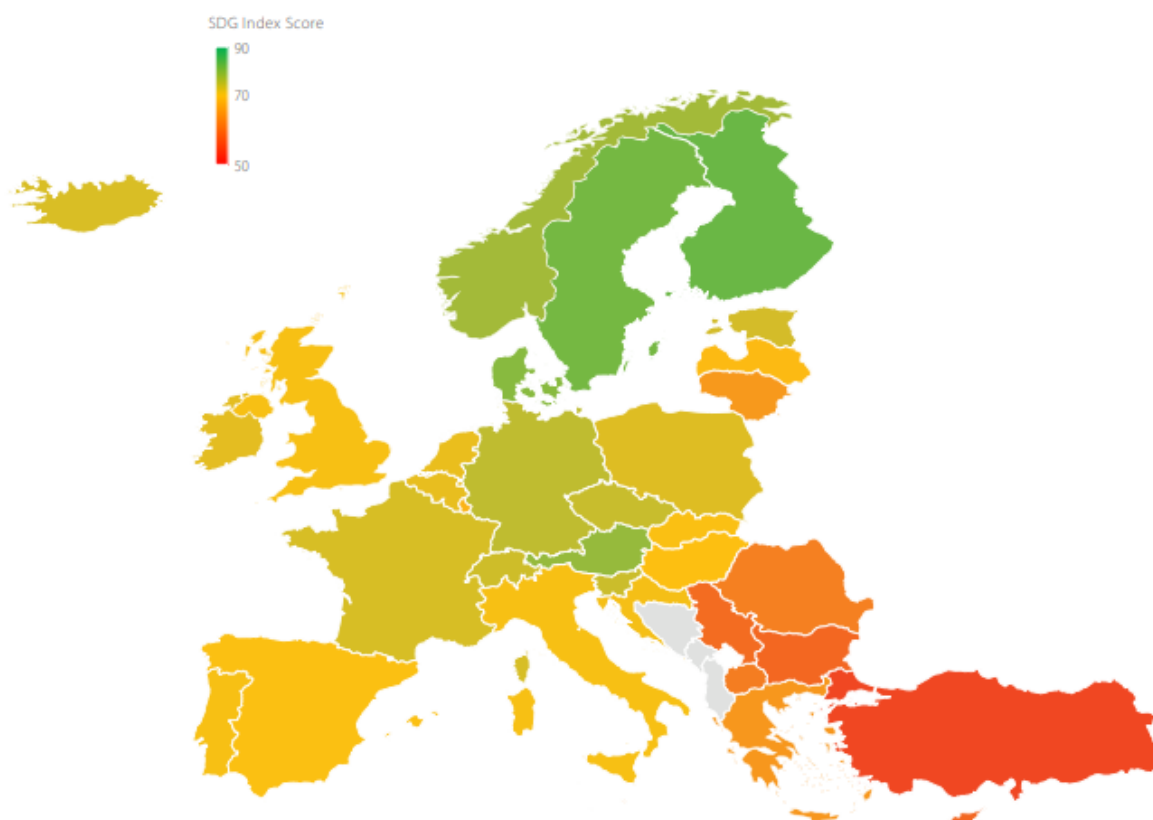
A propos du SDSN

Le Réseau des Solutions de Développement Durable (SDSN) des Nations Unies mobilise l'expertise scientifique et technique des universités, de la société civile et du secteur privé pour soutenir la résolution de problèmes pratiques pour le développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale. Le SDSN fonctionne depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU. Le SDSN mobilise des réseaux nationaux et régionaux composés d'instituts de recherche et d'universités, des réseaux thématiques axés sur les solutions et la « SDG Academy », une université en ligne pour le développement durable.

À propos de SDSN Europe

Créé en 2020, SDSN Europe mobilise et coordonne les connaissances et la science à travers les réseaux SDSN en faveur d'une relance européenne durable et résiliente. Avec dix réseaux nationaux et régionaux d'universités et d'institutions de la connaissance dans l'UE, et plus de 360 organisations membres sur tout le continent, SDSN est idéalement placé pour fournir un développement politique basé sur des preuves en Europe.

Indice et Classement ODD 2022 par pays et sous-régions



SDG Index Rank	Country	SDG Index Score
1	Finland	81.7
2	Sweden	80.6
3	Denmark	79.2
4	Austria	78.2
5	Norway	77.2
6	Germany	74.8
7	Czech Republic	74.2
8	Slovenia	74.0
9	Switzerland	73.7
10	Estonia	73.2
11	France	73.1
12	Iceland	72.8
13	Poland	72.4
14	Ireland	72.2
15	Belgium	71.7
16	Netherlands	71.6
17	Croatia	70.7
18	Portugal	70.6
19	Italy	70.6
20	United Kingdom	70.5
21	Slovak Republic	70.2
22	Spain	70.1
23	Hungary	69.9
24	Latvia	69.5
25	Luxembourg	68.7
26	Lithuania	66.1
27	Greece	65.7
28	Malta	64.9
29	Romania	63.4
30	North Macedonia	62.9
31	Serbia	61.1
32	Cyprus	60.7
33	Bulgaria	60.7
34	Turkey	56.7
European Union		72.0
Baltic States		69.1
Candidate Countries		57.8
Central and Eastern Europe		69.6
EFTA Countries		75.1
Northern Europe		80.8
Southern Europe		70.0
Western Europe		73.7
Albania		NA
Bosnia and Herzegovina		NA
Liechtenstein		NA
Montenegro		NA

Source: Authors

Source: Auteurs